

**INVITATION A SOUMISSIONNER (RFP)**

|  |  |
| --- | --- |
| NOM & ADRESSE DE L’ENTREPRISE | DATE : **03 Mai 2017** |
| REFERENCE **: 076/RFP/SNDS/2017** |

Chère Madame/Cher Monsieur,

Nous vous demandons de bien vouloir nous adresser votre soumission au titre **d’une mission d’assistance technique pour l’opérationnalisation de la Stratégie de Développement du Secteur Privé**

Suivant les Termes de Référence (TDRs) ci-joint (Annexe 1).

Veuillez utiliser le formulaire figurant dans l’annexe 2 jointe aux présentes pour les besoins de la préparation de votre soumission.

Les soumissions peuvent être déposées jusqu’au ***[15 Mai 2017 à 15h 30]***et par courrier électronique, à l’adresse suivante : [offres.gn@undp.org](mailto:offres.gn@undp.org) ou à [info.offres.gn@undp.org](mailto:info.offres.gn@undp.org)

Ou encore par déposé directement sous pli fermé au:

**Programme des Nations Unies pour le développement**

**Maison Commune, Commune de Matam Coléah, Corniche Sud, Rue M002**

**BP 222 Conakry, Rép de Guinée**

**A l’attention de : Monsieur Titus Osundina, Directeur Pays Adjoint (O)]**

**Et Bien précisé le titre de l’offre en question.**

Votre soumission doit être rédigée en **langue *française,*** et assortie d’une durée de validité minimum de **120 (cent vingt) jours.**

Dans le cadre de la préparation de votre soumission, il vous appartiendra de vous assurer qu’elle parviendra à l’adresse indiquée ci-dessus au plus tard à la date-limite. Les soumissions qui seront reçues par le PNUD postérieurement à la date-limite indiquée ci-dessus, pour quelque raison que ce soit, ne seront pas prises en compte. Si vous transmettez votre soumission par courrier électronique, veuillez-vous assurer qu’elle est signée, en format .pdf et exempte de virus ou fichiers corrompus.

Les services proposés seront examinés et évalués en fonction de l’exhaustivité et de la conformité de la soumission et du respect des exigences indiquées dans la RFP et dans l’ensemble des autres annexes fournissant des détails sur les exigences du PNUD.

La soumission qui répondra à l’ensemble des exigences, satisfera l’ensemble des critères d’évaluation et possèdera le meilleur rapport qualité/prix sera sélectionnée aux fins d’attribution du contrat. Toute offre qui ne répondra pas aux exigences sera rejetée.

Toute différence entre le prix unitaire et le prix total sera recalculée par le PNUD. Le prix unitaire prévaudra et le prix total sera corrigé. Si le prestataire de services n’accepte pas le prix final basé sur le nouveau calcul et les corrections d’erreurs effectués par le PNUD, sa soumission sera rejetée.

Aucune modification du prix résultant de la hausse des coûts, de l’inflation, de la fluctuation des taux de change ou de tout autre facteur de marché ne sera acceptée par le PNUD après réception de la soumission. Lors de l’attribution du contrat ou du bon de commande, le PNUD se réserve le droit de modifier (à la hausse ou à la baisse) la quantité des services et/ou des biens, dans la limite de vingt-cinq pour cent (25 %) du montant total de l’offre, sans modification du prix unitaire ou des autres conditions.

Tout contrat ou bon de commande qui sera délivré au titre de la présente RFP sera soumis aux conditions générales jointes aux présentes. Le simple dépôt d’une soumission emporte acceptation sans réserve par le prestataire de services des conditions générales du PNUD figurant à l’annexe 3 des présentes.

Veuillez noter que le PNUD n’est pas tenu d’accepter une quelconque soumission ou d’attribuer un contrat/bon de commande et n’est pas responsable des coûts liés à la préparation et au dépôt d’une soumission par le prestataire de services, quels que soient le résultat ou les modalités du processus de sélection.

La procédure de contestation que le PNUD met à la disposition des fournisseurs a pour but de permettre aux personnes ou entreprises non retenues pour l’attribution d’un bon de commande ou d’un contrat de faire appel dans le cadre d’une procédure de mise en concurrence. Si vous estimez que vous n’avez pas été traité de manière équitable, vous pouvez obtenir des informations détaillées sur les procédures de contestation ouvertes aux fournisseurs à l’adresse suivante :

<http://www.undp.org/content/undp/en/home/operations/procurement/protestandsanctions/>.

**Le PNUD encourage chaque prestataire de services potentiel à éviter et à prévenir les conflits d’intérêts en indiquant au PNUD si vous-même, l’une de vos sociétés affiliées ou un membre de votre personnel a participé à la préparation des exigences, du projet, des spécifications, des estimations des coûts et des autres informations utilisées dans la présente RFP.**

Le PNUD applique une politique de tolérance zéro vis-à-vis des fraudes et autres pratiques interdites et s’est engagé à prévenir, identifier et sanctionner l’ensemble de ces actes et pratiques préjudiciables au PNUD, ainsi qu’aux tiers participant aux activités du PNUD. Le PNUD attend de ses fournisseurs qu’ils respectent le code de conduite à l’intention des fournisseurs de l’Organisation des Nations Unies qui peut être consulté par l’intermédiaire du lien suivant : <http://www.un.org/depts/ptd/pdf/conduct_english.pdf>

**Nous vous remercions et attendons avec intérêt votre soumission.**

**Cordialement,**

*Titus Osundina*

*Directeur Pays Adjoint*

*Opérations*

**Annexe 1**

**Description des exigences**

|  |  |
| --- | --- |
| Contexte | Voir TDRs (Termes de Référence) |
| Partenaire de réalisation du PNUD | Coordination technique de l’Agence de Promotion des Investissements Privés (APIP) |
| Brève description des services requis[[1]](#footnote-1) | Pour atteindre les objectifs de la mission, le programme se déroulera en deux volets  **Volet 1. Programme de renforcement des capacités**  Compte tenu du déficit de compétences des institutions, il est critique pour une mise en œuvre effective de la SDSP de (i) vulgariser la stratégie et (ii) équiper les principales parties prenantes avec les outils nécessaires pour accélérer la mise en œuvre de la stratégie.  Une compréhension partagée de la vision s’impose pour une réussite de la mise en œuvre de la stratégie.  Dans cet esprit, le Cabinet retenu sera invité à développer des modules de formation dans le domaine de la **compétitivité**, la **formalisation**, l'**accès au financement** et l'**entrepreneuriat** à destination des différents groupes clés.  **Volet 2. Lancement d’un programme pilote d’accélération**  Le lancement d’un programme pilote d’accélération s’inscrit dans la continuité immédiate de la SDSP. |
| Liste et description des prestations attendues  Et  Fréquence des rapports | * Note Conceptuelle assorti d’un plan de réalisation de la mission (1 semaine) * Un sommaire détaillé du programme de formation et de renforcement des capacités (2/3 semaines après le démarrage de la mission) * Les rapports relatifs à la facilitation des ateliers de formation, de renforcement des capacités et de vulgarisation du SDSP (8 semaines) * Un rapport sur l’identification d’au moins 15 entrepreneurs à fort potentiels (10 semaines) * Un plan de formation et d’accompagnement des entrepreneurs (10 semaines) * Le rapport de formation et d’accompagnement des entrepreneurs (1 semaine) * Un document comprenant les mécanismes de suivi et d’évaluation périodiques pour suivre la progression des entrepreneurs sélectionnés et l’impact des formations sur leurs activités (1 semaine) * Des notes périodiques (trimestrielles) sur le déroulé de la mission * Un rapport final de la mission |
| Personne devant superviser le travail/les prestations du prestataire de services | Economiste National du PNUD |
| Exigences en matière de rapport d’avancement | La durée totale de la mission est de 36 semaines et est évaluée comme suit :   * La mise en œuvre du programme de renforcement de capacités sera réalisée sur une période de 3 mois (12 semaines) * Le lancement du programme pilote d’accélération sera réalisé sur une période de 6 mois (24 semaines) |
| Lieu des prestations | * + - Adresse(s) exacte(s) ***Guinée - Conakry*** |
| Durée prévue des prestations |  |
| Date de commencement prévue | 1er Juin 2017 |
| Date-limite d’achèvement | 31 Janvier 2018 (36 semaine de la date de début) |
| Déplacements prévus | Si besoin exige. |
| Exigences particulières en matière de sécurité | * Habilitation de sécurité de l’ONU avant tout déplacement * Suivi des formations de base et supérieure de l’ONU en matière de sécurité * Assurance voyage multirisque * Autres *[R.A.S]* |
| Equipements à fournir par le PNUD (doivent être exclus du prix offert) | * Espaces et équipements de bureau * Transport terrestre * Autres *[R.A.S]* |
| Calendrier d’exécution indiquant la composition et la chronologie des activités/sous-activités | * Requis |
| Noms et curriculum vitae des personnes qui participeront à la fourniture des services | * Requis :   Un calendrier précis des déplacements pourra être élaboré par le Cabinet/ONG en collaboration avec les équipes PNUD en tenant compte des contraintes logistiques. |
| Devise de la soumission | * + - Dollar des Etats-Unis |
| Taxe sur la valeur ajoutée applicable au prix offert[[2]](#footnote-2) | * Doit exclure la TVA et autres impôts indirects applicables |
| Durée de validité des soumissions (à compter du dernier jour de dépôt des soumissions) | * 120 jours   Dans certaines circonstances exceptionnelles, le PNUD pourra demander au soumissionnaire de proroger la durée de validité de sa soumission au-delà de qui aura été initialement indiqué dans la présente RFP. La soumission devra alors confirmer par écrit la prorogation, sans aucune modification de la soumission. |
| Soumissions partielles | * Interdites |
| Conditions de paiement[[3]](#footnote-3) | Sous trente (30) jours à compter de la date à laquelle les conditions suivantes seront respectées :   * l’acceptation écrite par le PNUD de la qualité des prestations (et non pas leur simple réception) ; et * la réception de la facture du prestataire de services. |
| Personne(s) devant examiner/inspecter/approuver les prestations/les services achevés et autoriser le versement du paiement | Economiste National du PNUD |
| Type de contrat devant être signé | * + - Contrat de services professionnels |
| Critère d’attribution du contrat | * + - Prix offert le plus bas parmi les offres recevables sur le plan technique     - Score combiné le plus élevé (l’offre technique comptant pour 70 % et le prix pour 30 %)     - Acceptation sans réserve des conditions générales du contrat du PNUD (CGC). Il s’agit d’un critère obligatoire qui ne peut pas être supprimé, quelle que soit la nature des services demandés. La non-acceptation des CGC peut constituer un motif de rejet de la soumission. |
| Critère d’évaluation de la soumission | **Soumission technique (70 %)**   * + - Expertise de l’entreprise ***15%***     - Méthodologie, son adéquation aux conditions et au calendrier du plan d’exécution ***45%***     - Structure de la direction et qualifications du personnel clé ***40%***   ***La note technique totale obtenue sera pondérée à 70%***  **Soumission financière (30 %)**  A calculer en comparant le prix de la soumission par rapport au prix le plus bas des soumissions reçues par le PNUD. |
| Le PNUD attribuera le contrat à : | * Un seul et unique prestataire de services |
| Annexes de la présente RFP[[4]](#footnote-4) | * Formulaire de présentation de la soumission (annexe 2) * Conditions générales / Conditions particulières (annexe 3)[[5]](#footnote-5) * TOR détaillés (suite - annexe 1) |
| Personnes à contacter pour les demandes de renseignements  (Demandes de renseignements écrites uniquement)[[6]](#footnote-6) | ***Equipe Procurement PNUD Guinée :***  [*info.offres.gn@undp.org*](mailto:info.offres.gn@undp.org)  Les réponses tardives du PNUD ne pourront pas servir de prétexte à la prorogation de la date-limite de dépôt des soumissions, sauf si le PNUD estime qu’une telle prorogation est nécessaire et communique une nouvelle date-limite aux soumissionnaires. |
| Autres informations **(Autre condition de rejet des offres)** | **Toute offre n’ayant pas les deux documents (Offre technique, Offre financière) sera aussi automatiquement rejetée.** |

**TERMES DE REFERENCES  TOR**

|  |
| --- |
| 1. **I. Information sur la position** |
| Intitulé du Poste/Service attendu **: Appui à l’opérationnalisation de la Stratégie de**  **Développement du Secteur Privé (SDSP)**  Nombre de postes :  **1**  Niveau du (des) Poste (s) ou Prestation (Local ou International) : **International**  Nature de la consultation (Support/ Substance) : **Support**  Type de contrat **: Contrat Professionnel avec un Cabinet**  Type d’affectation (Home based ou sur site) : **Sur site**  Lieu d'affectation : **Conakry**  Durée de la mission : **36 semaines**  Date estimative de démarrage de la mission : **1er Juin 2017** |
| 1. **Contexte, Objectifs et descriptif de la mission** |
| **2.1. Contexte**  Sollicitée par le Gouvernement de la République de Guinée à travers l’Agence de Promotion des Investissements Privés (APIP), et appuyée par leurs partenaires, la stratégie de développement du secteur privé guinéen (SDSP) a le potentiel de transformer durablement le pays.  D’ici 2020, la SDSP peut créer 10 000 emplois, atteindre 60% d’entreprises formelles et faciliter l’émergence de 5 champions nationaux. Pour y parvenir, la SDSP requiert un investissement estimé à 135,8 milliards de GNF sur 5 ans avec la mise en œuvre de 15 programmes stratégiques.  La stratégie de développement du secteur privé prend place à un moment crucial pour la Guinée. Le pays a surmonté Ebola ; le Président Alpha Condé a conforté son leadership et il a donné au Gouvernement, mené par un Premier ministre issue du secteur privé, un mandat clair pour faire de ce secteur un vecteur clé de croissance.  Depuis 2011, le pays s’est engagé dans une profonde voie de réforme, offrant aux ressources de la Guinée un cadre favorable à leur développement dans des secteurs prioritaires. Le climat des affaires a été renforcé avec des réformes majeures. Enfin, le moment pour accélérer la dynamique est propice car le gouvernement, les partenaires et les investisseurs sont mobilisés pour accompagner la croissance du pays, et la population attend de grands changements, à l’instar des entreprises, qui sont optimistes sur les perspectives économiques de la Guinée.  Cette conjonction de facteurs justifie l’opportunité de mettre en œuvre la SDSP maintenant.  Sur la base des données issues de l’enquête, de leur analyse et des échanges avec les parties prenantes, la SDSP propose un plan d’action structuré en 5 priorités pour libérer le potentiel du secteur privé guinéen :   1. **Accroître la contribution du secteur privé au PIB** 2. **Construire un tissu d’entrepreneurs nationaux** 3. **Densifier et diversifier l’offre de capital** 4. **Construire des chaînes de valeurs compétitives** 5. **Disposer d’institutions privées renforcées et structurées**   Pour réussir, la SDSP repose sur 5 facteurs clés de succès :   1. **Inscrire la SDSP dans une forte et constante volonté politique :** la SDSP doit être portée tout au long de sa mise en œuvre par un appui du plus haut niveau de l’exécutif ; 2. **Disposer d’un solide investissement** : d’ici 2020, les 15 programmes de la SDSP nécessitent un investissement de 135,8 milliards de GNF pour aboutir ; 3. **Garantir l’appropriation et les capacités des parties prenantes** : les capacités des maîtres d’œuvre sont à renforcer d’un bout à l’autre de la chaîne pour favoriser l’appropriation et la mise en œuvre effective de la SDSP ; 4. **Mettre la communication au cœur du processus** : un enjeu crucial et transversal pour faciliter le changement ; 5. **Structurer les programmes par une approche « pilote »** : pour de nombreux programmes, le projet est testé dans un site avant son extension, en le révisant sur la base des leçons tirées.   La « Guinée nouvelle » est possible. Le diagnostic et les solutions sont maintenant connus et partagés. Il convient à présent de préparer la phase d’implémentation de la SDSP. Dans ce contexte, la BAD, en partenariat avec le Programme des Nations Unis pour le Développement (PNUD), souhaite accompagner le Gouvernement dans ce processus. A cet effet, le PNUD se propose de recruter un Cabinet international pour une mission d’assistance technique en Guinée. 2.2. Objectifs de la mission L’objectif de la mission est de préparer et d’accélérer l’opérationnalisation effective de la SDSP à travers :   1. Un programme de renforcement des capacités pour l’appropriation de la SDSP par les principales parties prenantes et proposer des outils capables d’accélérer la mise en œuvre effective de la SDSP 2. Lancer un programme pilote d’accélération visant à identifier et accompagner les entrepreneurs à fort potentiels.  2.3. Descriptif de la mission Pour atteindre les objectifs de la mission, le programme se déroulera en deux volets  **Volet 1. Programme de renforcement des capacités**  Compte tenu du déficit de compétences des institutions, il est critique pour une mise en œuvre effective de la SDSP de (i) vulgariser la stratégie et (ii) équiper les principales parties prenantes avec les outils nécessaires pour accélérer la mise en œuvre de la stratégie.  Une compréhension partagée de la vision s’impose pour une réussite de la mise en œuvre de la stratégie.  Dans cet esprit, le Cabinet retenu sera invité à développer des modules de formation dans le domaine de la **compétitivité**, la **formalisation**, l'**accès au financement** et l'**entrepreneuriat** à destination des différents groupes clés.   * Une attention particulière sera portée aux équipes de l’APIP ainsi qu’aux principaux ministères clés pour la mise en œuvre de la SDSP incluant notamment les ministères en charge de l’Industrie, du Plan, des Finances, du Budget, du Commerce, de l’Agriculture et des Mines. * Au-delà de ces institutions, le programme de renforcement des capacités devra aussi toucher certains acteurs incluant : les représentants du secteur privé, la presse et la société civile. Il s’avère aussi nécessaire d’impliquer le secteur financier (bancaire) et l’assurance pour susciter leur intérêt à participer au développement du secteur privé.   **Volet 2. Lancement d’un programme pilote d’accélération**  Le lancement d’un programme pilote d’accélération s’inscrit dans la continuité immédiate de la SDSP. Il sera articulé autour de trois (3) axes majeurs :   * La sélection d'entrepreneurs à fort potentiels capables d'effectuer un saut qualitatif, de construire des entreprises pérennes et compétitives et d'inspirer les entrepreneurs Guinéens. Ce programme d’identification des talents entrepreneuriaux devra être construit sur un processus de sélection transparent et rigoureux en ligne avec les objectifs visés. * Un accompagnement concret et intégré de ces entrepreneurs à travers une structure d'accélération. Ce programme d’accélération devra être adapté aux réalités de la population cible et conçu pour offrir des résultats tangibles en termes d’accès aux marchés, aux compétences et aux financements. Par ailleurs, ce programme pilote d’accélération devra être conçu de façon à s’inscrire dans la continuité des politiques en cours de contenu local et à mobiliser le secteur privé. * Rénover le site de l’APIP pour en faire une vitrine qui servira comme un moyen de sélection des candidats, trouver des sponsors pour atteindre le plus grand public mais aussi un outil de communication sur les sources de financement, les opportunités, les formations en gestion d’entreprise et en marketing. |
| 1. **III. Résultats attendus** |
| Les résultats attendus se déclinent ainsi qu’il suit :   * Une Note Conceptuelle assorti d’un plan de réalisation de la mission (1 semaine) : Le consultant produira d’abord une Note Conceptuelle de quelques pages présentant la méthodologie, le cadre analytique ainsi que le plan de réalisation du programme de formation et de mise en œuvre du projet pilote d’accélération. * Un sommaire détaillé du programme de formation et de renforcement des capacités (2/3 semaines après le démarrage de la mission). Ce sommaire devra présenter les principaux thèmes abordés, la méthodologie de formation et de renforcement des capacités ainsi que les mécanismes d’évaluation des participants. * La facilitation d’ateliers de formation, de renforcement des capacités et de vulgarisation du SDSP (8 semaines) : Le Cabinet s’engage à faciliter au moins 10 ateliers de formation sur une période de deux mois. Une attention particulière sera portée aux équipes de l’APIP ainsi qu’aux principaux ministères clés pour la mise en œuvre de la stratégie de développement du secteur privé incluant notamment : les ministères de l’Industrie, des PME et de la Promotion du Secteur Privé ; de l’Economie et des Finances ; du Budget ; du Commerce ; du Plan et de la Coopération Internationale ; de l’Agriculture ; des Mines et de la Géologie etc. Au-delà de ces institutions, le programme de renforcement des capacités devra aussi toucher certains acteurs clés incluant : la presse et la société civile ainsi que les représentants du secteur privé. Au terme du programme de renforcement des capacités, une centaine d’acteurs devrait pouvoir justifier d’une solide compréhension de la stratégie et des principaux outils nécessaires afin d’assurer sa mise en œuvre. * L’identification d’au moins 15 entrepreneurs à fort potentiels (10 semaines) : Un mécanisme rigoureux d’identification des talents entrepreneuriaux devra déboucher sur l’identification de 15 entrepreneurs à fort potentiel. Le consultant devra justifier de la mise en œuvre d’un processus de sélection rigoureux et transparent pour la sélection des finalistes. * Un plan de formation et d’accompagnement des entrepreneurs (12 semaines) : Le cabinet devra transmettre un plan de formation et d’accompagnement des entrepreneurs dans le but d’accélérer le lancement et/ou la croissance des projets d’entreprises préalablement identifiés. Cet accompagnement devra déboucher sur des résultats tangibles en termes d’accès aux marchés, aux compétences et aux financements des entrepreneurs sélectionnés. Le consultant aura la responsabilité de faciliter les séances de formation et de mettre en œuvre des mécanismes de suivi et d’évaluation périodiques pour suivre la progression des entrepreneurs sélectionnés et l’impact des formations sur leurs activités. * Des notes périodiques sur le déroulé de la mission permettront de suivre les avancés et de mettre les principales parties prenantes au même niveau d’information. Par ailleurs, le consultant travaillera en étroite collaboration avec les équipes de l’APIP afin d’assurer un transfert des compétences. * Un rapport final de la mission. |
| 1. **Fonctions/responsabilités/Tâches** |
| Le Cabinet va travailler sous la supervision et la coordination technique de l’Agence de Promotion des Investissements Privés (APIP), et en étroite collaboration avec le Ministère de l'Industrie, des PME et de la Promotion du Secteur Privé, et le Ministère de l’Economie et des Finances.  Il devra exécuter toutes les tâches planifiées dans son offre technique validé et devra fournir dans les délais, tous les livrables attendus de la mission. |
| 1. **Méthodologie indicative (si applicable)** |
| Dans son dossier de candidature, le Cabinet d’Etudes soumettra une offre technique comprenant notamment l’approche méthodologique, sa compréhension de la mission, le déroulement de la mission, les différentes tâches à faire et le contenu des rapports à fournir. Une séance de présentation et de validation du plan de réalisation de la mission sera organisée avec le Cabinet d’Etudes avant le démarrage des travaux sur le terrain. L’offre technique sera accompagnée d’une offre financière détaillée. |
| 1. **Livrables** |
| Le Cabinet recruté devra fournir dans les délais impartis, les livrables ci-dessous :   * Note Conceptuelle assorti d’un plan de réalisation de la mission (1 semaine) * Un sommaire détaillé du programme de formation et de renforcement des capacités (2/3 semaines après le démarrage de la mission) * Les rapports relatifs à la facilitation des ateliers de formation, de renforcement des capacités et de vulgarisation du SDSP (8 semaines) * Un rapport sur l’identification d’au moins 15 entrepreneurs à fort potentiels (10 semaines) * Un plan de formation et d’accompagnement des entrepreneurs (10 semaines) * Le rapport de formation et d’accompagnement des entrepreneurs (1 semaine) * Un document comprenant les mécanismes de suivi et d’évaluation périodiques pour suivre la progression des entrepreneurs sélectionnés et l’impact des formations sur leurs activités (1 semaine) * Des notes périodiques (trimestrielles) sur le déroulé de la mission * Un rapport final de la mission |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| 1. **Durée de la mission et Chronogramme** | | | |
| La durée totale de la mission est de 36 semaines et est évaluée comme suit :   * La mise en œuvre du programme de renforcement de capacités sera réalisée sur une période de 3 mois (12 semaines) * Le lancement du programme pilote d’accélération sera réalisé sur une période de 6 mois (24 semaines) | | | |
| 1. **Compétences fonctionnelles** | | | |
| La mission sera réalisée par un Cabinet d’Etudes de bonne notoriété en matière de préparation des stratégies de développement du secteur privé en Afrique et disposant d’une solide compréhension de la SDSP. Elle sera menée sous la supervision et la coordination technique de l’Agence de Promotion des Investissements Privés (APIP), et en étroite collaboration avec le Ministère de l'Industrie, des PME et de la Promotion du Secteur Privé, et le Ministère de l’Economie et des Finances. | | | |
| 1. **Qualification du Cabinet (si Applicable)** | | | |
| Le Cabinet doit avoir au moins 10 ans d’expériences dans le développement de SDSP et avoir :   * une expérience avérée dans l’articulation de stratégies pour le développement du secteur privé dans plusieurs pays, y compris dans plusieurs pays fragiles et post-conflits ; * une expérience avérée dans le Conseil au secteur privé, au secteur public, aux partenaires de développement, dans le cadre de la promotion/développement du secteur privé en Afrique (particulièrement en Afrique de l’ouest) et dans d’autres pays émergents. * une compréhension des problématiques liées au secteur informel, aux TPMEs et à la promotion des investissements dans l’élaboration de stratégies pour le développement du secteur privé ; * Une expérience reconnue dans la facilitation de programme de formation et de renforcement des capacités notamment dans les domaines liés à la compétitivité et au développement du secteur privé **;** * Une expérience avérée dans la création et la mise en œuvre de programme d’identification et d’accompagnement d’entrepreneurs à fort potentiel * des compétences essentielles en matière d'analyse et de rédaction en français. * Par ailleurs, une connaissance du contexte et de la problématique de développement du secteur privé en Guinée, aux plans institutionnel, législatif et règlementaire, par le Chef d’équipe et/ou un membre de l’équipe serait un atout. | | | |
| 1. **VII. Qualifications requises des experts (Consultants)** | | | |
| Education : | Le Cabinet d’Etudes devra aligner des cadres ayant un diplôme supérieur en économie, administration des affaires combiné à une formation académique en administration publique ou en droit (BAC + 5 au minimum) | | |
| Expérience : | Le Chef de l’Equipe doit justifier de plus de 10 ans d'expérience dans le domaine du développement du secteur privé, d’une solide compréhension des enjeux reliées à la SDSP et du contexte Guinéen. | | |
| Langues requises : | Français, langue de travail du pays (parlé et écrit) | | |
| 1. **Les critères d’évaluation (voir détails en annexe)** | | | |
| L’évaluation des offres se déroule en deux temps. L’évaluation des propositions techniques est achevée avant l’ouverture et la comparaison des propositions financières.  La proposition technique sera évaluée sur son degré de réponse par rapport aux termes de référence et sur la base des critères suivants :   |  |  |  | | --- | --- | --- | | **N°** | **Critères** | **Scores** | | **1.** | **Expérience du consultant pertinente pour la mission** | **15** | | 1.1 | Expériences confirmées dans la mise en œuvre de missions similaires | 10 | | 1.2 | Expériences d’exécution de contrats relatifs à des missions similaires avec des Agences bilatérales et multilatérales | 5 | | 2. | **Conformité de la méthodologie et du plan de travail proposée aux Termes de référence** | 45 | | 2.1 | Approche technique et méthodologie | 30 | | 2.2 | Plan de travail | 15 | | 3. | **Qualifications et compétence du personnel clé pour la mission** | 40 | | 3.1 | Qualifications/compétences du chef de mission | 15 | | 3.2 | Composition du reste de l’équipe (nombre, profil) | 10 | | 3.3 | Qualifications/compétences de l’équipe | 15 | | **Total** | | **100** | | **NB :** Chacun des personnels proposés sera évalué sur la base de la répartition ci-dessous :   * Qualification générale (Diplôme, Formations et années d’expériences) …………………. 30% * Expériences pertinentes antérieures dans les travaux similaires …………………………. 60% * Connaissance de l’environnement de la Guinée ………………………………………… 10% | | |   Seront jugées qualifiées, les propositions techniques qui obtiendront 70% de la note maximale de 100 point ; cette note technique sera pondérée a 70%.  Dans une deuxième étape du processus d’évaluation, les enveloppes financières seront ouvertes et les offres financières comparées.  Le marché ou le contrat sera attribué aux Cabinet suivant les deux (02) options ci-après :   1. Au Consultant/Cabinet techniquement qualifié ayant présenté l’offre financière la plus basse parmi les consultants techniquement qualifiés ; Applicables pour les services de support ou de nature relativement simple suivant les exigences des TDRs ; 2. Au Consultant/Cabinet ayant présenté le meilleur score combiné - rapport qualité/prix, évaluation cumulative - (Technique pondérée à 70% + Financière à 30%). Applicable pour les services intellectuels plus complexes suivant les exigences des TDRs ;   *Cette note financière combinée à 30% est calculée pour chaque proposition sur la base de la formule suivante : Note financière A = [(Offre financière la moins disante )/Offre financière de A] x 30*    **N.B : Les services demandeurs détermineront avec les Opérations l’option la plus adaptée en fonction de leurs besoins.** | | | |
| 1. **Jalons de paiement** | | | |
| **Délivrables** | | **Délai** | **%** |
| **1ère Tranche :** une Note Conceptuelle assorti d’un plan de réalisation de la mission | | 1 semaine | 10% |
| **2ème Tranche :** Un rapport consolidé des rapports relatifs à la facilitation des ateliers de formation, de renforcement des capacités et de vulgarisation du SDSP | | 8 semaines | 20% |
| **3ème Tranche :** Un rapport sur l’identification d’au moins 15 entrepreneurs à fort potentiel | | 10 semaines | 30% |
| **4ème Tranche :** Un plan de formation et d’accompagnement des entrepreneurs ainsi que le document comprenant les mécanismes de suivi et d’évaluation | | 10 semaines | 30% |
| **5ème et dernière Tranche :** Un rapport final | | 36 semaines | 10% |
| **TOTAL** | |  | **100%** |

**Annexe 2**

**FORMULAIRE DE PRESENTATION DE LA SOUMISSION DU PRESTATAIRE DE SERVICES[[7]](#footnote-7)**

***(Le présent formulaire doit être soumis uniquement sur le papier à en-tête officiel du prestataire de services[[8]](#footnote-8))***

[insérez le lieu et la date]

A : [*insérez le nom et l’adresse du coordonateur du PNUD]*

Chère Madame/Cher Monsieur,

Le prestataire de services soussigné accepte par les présentes de fournir les prestations suivantes au PNUD conformément aux exigences définies dans la RFP en date du *[précisez la date]* et dans l’ensemble de ses annexes, ainsi qu’aux dispositions des conditions contractuelles générales du PNUD.

1. **Qualifications du prestataire de services**

*Le prestataire de services doit décrire et expliquer les raisons pour lesquelles il est le mieux à même de répondre aux exigences du PNUD en indiquant ce qui suit :*

1. *Profile – décrivant la nature de l’activité, le domaine d’expertise, les licences, certifications, accréditations ;*
2. *Licences commerciales – documents d’immatriculation, attestation du paiement des impôts, etc. ;*
3. *Etats financiers vérifiés les plus récents – état des résultat et bilan pour témoigner de sa stabilité financière, de sa liquidité, de sa solvabilité et de sa réputation sur le marché, etc. ;*
4. *Antécédents – liste des clients ayant bénéficié de prestations similaires à celles que demande le PNUD, contenant une description de l’objet du contrat, de la durée du contrat, de la valeur du contrat et des références à contacter ;*
5. *Certificats et accréditations – y compris les certificats de qualité, les enregistrements de brevets, les certificats de viabilité environnementale, etc.*
6. *Déclaration écrite de non-inscription sur la liste 1267/1989 du Conseil de sécurité de l’ONU, sur la liste de la division des achats de l’ONU ou sur toute autre liste d’exclusion de l’ONU.*
7. **Méthodologie proposée pour la fourniture des services**

|  |
| --- |
| *Le prestataire de services doit décrire la manière dont il entend répondre aux exigences du PNUD en fournissant une description détaillée des modalités d’exécution essentielles, des conditions d’information et des mécanismes d’assurance de la qualité qui seront mis en œuvre et en démontrant que la méthodologie proposée sera adaptée aux conditions locales et au contexte des prestations.* |

1. **Qualifications du personnel clé**

*Si la RFP en fait la demande, le prestataire de services doit fournir :*

1. *les noms et qualifications des membres du personnel clé qui fourniront les services, en indiquant qui assumera les fonctions de chef d’équipe, qui aura un rôle de soutien, etc. ;*
2. *des CV témoignant des qualifications des intéressés doivent être fournis si la RFP en fait la demande ; et*
3. *la confirmation écrite par chaque membre du personnel qu’il sera disponible pendant toute la durée du contrat.*
4. **Ventilation des coûts par prestation\***

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | **Prestations**  ***[énumérez-les telles qu’elles figurent dans la RFP]*** | **Pourcentage du prix total** | **Prix *(forfaitaire, tout compris)*** |
| 1 | Prestation 1 |  |  |
| 2 | Prestation 2 |  |  |
| 3 | …. |  |  |
|  | Total | 100 % |  |

*\*Ceci servira de fondement aux tranches de paiement*

1. **Ventilation des coûts par élément de coût *[Il ne s’agit que d’un exemple]***

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Description de l’activité** | **Rémunération par unité de temps** | **Durée totale de l’engagement** | **Nombre d’employés** | **Tarif total** |
| **I. Services fournis par le personnel** |  |  |  |  |
| 1. Services du bureau principal |  |  |  |  |
| a. Expertise 1 |  |  |  |  |
| b. Expertise 2 |  |  |  |  |
| 2. Services des bureaux locaux |  |  |  |  |
| a . Expertise 1 |  |  |  |  |
| b. Expertise 2 |  |  |  |  |
| 3. Services fournis de l’étranger |  |  |  |  |
| a. Expertise 1 |  |  |  |  |
| b. Expertise 2 |  |  |  |  |
| **II. Frais** |  |  |  |  |
| 1. Frais de déplacement |  |  |  |  |
| 2. Indemnité journalière |  |  |  |  |
| 3. Communications |  |  |  |  |
| 4. Reproduction |  |  |  |  |
| 5. Location de matériel |  |  |  |  |
| 6. Autres |  |  |  |  |
| **III. Autres coûts connexes** |  |  |  |  |

*[Nom et signature de la personne habilitée par le prestataire de services]*

*[Fonctions]*

*[Date]*

**Annexe 3**

## Conditions générales applicables aux services

**1.0 STATUT JURIDIQUE :**

Le prestataire sera considéré comme ayant le statut juridique d’un prestataire indépendant vis-à-vis du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Le personnel et les sous-traitants du prestataire ne seront considérés à aucun titre comme étant les employés ou agents du PNUD ou de l’Organisation des Nations Unies.

**2.0 SOURCE DES INSTRUCTIONS**:

Le prestataire ne pourra demander à une autorité externe au PNUD ou accepter de celle-ci aucune instruction au titre de la fourniture de ses services en application du présent contrat. Le prestataire devra s’abstenir de tout acte susceptible d’avoir des conséquences préjudiciables pour le PNUD ou l’Organisation des Nations Unies et devra s’acquitter de ses obligations en tenant pleinement compte des intérêts du PNUD.

**3.0 RESPONSABILITE DU PRESTATAIRE AU TITRE DE SES EMPLOYES :**

Le prestataire sera responsable des compétences professionnelles et techniques de ses employés et devra choisir, pour les besoins des prestations à fournir en application du présent contrat, des personnes fiables qui devront travailler avec efficacité dans le cadre de l’exécution du présent contrat, respecter les coutumes locales et se conformer à des normes morales et éthiques strictes.

**4.0 CESSION :**

Le prestataire devra s’abstenir de céder, de transférer, de nantir ou d’aliéner de toute autre manière le présent contrat, ou toute partie de celui-ci, ou ses droits, créances ou obligations aux termes du présent contrat, à moins d’avoir obtenu le consentement préalable et écrit du PNUD.

**5.0 SOUS-TRAITANCE :**

Si le prestataire a besoin des services de sous-traitants, il devra obtenir l’approbation et l’autorisation préalable du PNUD pour l’ensemble des sous-traitants. L’approbation d’un sous-traitant par le PNUD ne libérera le prestataire d’aucune de ses obligations aux termes du présent contrat. Les conditions de tout contrat de sous-traitance seront soumises aux dispositions du présent contrat et devront y être conformes.

**6.0 INTERDICTION DE FOURNIR DES AVANTAGES AUX FONCTIONNAIRES**

Le prestataire garantit qu’il n’a fourni ou qu’il ne proposera à aucun fonctionnaire du PNUD ou de l’Organisation des Nations Unies un quelconque avantage direct ou indirect résultant du présent contrat ou de son attribution. Le prestataire convient que toute violation de la présente disposition constituera la violation d’une condition essentielle du présent contrat.

**7.0 INDEMNISATION :**

Le prestataire devra garantir, couvrir et défendre, à ses propres frais, le PNUD, ses fonctionnaires, agents, préposés et employés contre l’ensemble des actions, réclamations, demandes et responsabilités de toute nature, y compris leurs coûts et frais, résultant d’actes ou d’omissions du prestataire ou de ses employés, dirigeants, agents ou sous-traitants, dans le cadre de l’exécution du présent contrat. La présente disposition s’étendra, notamment, aux réclamations et responsabilités en matière d’accidents du travail, de responsabilité du fait des produits ou de responsabilité résultant de l’utilisation d’inventions ou de dispositifs brevetés, de documents protégés par le droit d’auteur ou d’autres éléments de propriété intellectuelle par le prestataire, ses employés, dirigeants, agents, préposés ou sous-traitants. Les obligations prévues par le présent article ne s’éteindront pas lors de la résiliation du présent contrat.

**8.0 ASSURANCE ET RESPONSABILITES VIS-A-VIS DES TIERS :**

**8.1** Le prestataire devra souscrire et conserver une assurance tous risques au titre de ses biens et de tout matériel utilisé pour les besoins de l’exécution du présent Contrat.

**8.2** Le prestataire devra souscrire et conserver toute assurance appropriée au titre des accidents du travail, ou son équivalent, relativement à ses employés, afin de couvrir les demandes d’indemnisation liées à des blessures corporelles ou à des décès dans le cadre du présent contrat.

**8.3** Le prestataire devra également souscrire et conserver une assurance responsabilité civile d’un montant adéquat pour couvrir les demandes d’indemnisation des tiers liées à des décès ou blessures corporelles, ou à la perte ou l’endommagement de biens, résultant de la fourniture de services en application du présent contrat ou de l’utilisation de véhicules, navires, aéronefs ou autres matériels détenus ou loués par le prestataire ou ses agents, préposés, employés ou sous-traitants fournissant des prestations ou services au titre du présent Contrat.

**8.4** Sous réserve de l’assurance contre les accidents du travail, les polices d’assurance prévues par le présent article devront :

**8.4.1** nommer le PNUD en qualité d’assuré supplémentaire ;

**8.4.2** inclure une renonciation à subrogation de l’assureur dans les droits du prestataire contre le PNUD ;

**8.4.3** prévoir que le PNUD recevra une notification écrite des assureurs trente (30) jours avant toute résiliation ou modification des assurances.

**8.5** Le prestataire devra, en cas de demande en ce sens, fournir au PNUD une preuve satisfaisante des assurances requises aux termes du présent article.

**9.0 CHARGES/PRIVILEGES :**

Le prestataire devra s’abstenir de causer ou de permettre l’inscription ou le maintien d’un privilège, d’une saisie ou autre charge par toute personne auprès de toute administration publique ou du PNUD sur toute somme exigible ou devant le devenir au titre de prestations réalisées ou de matériaux fournis en application du présent Contrat ou en raison de toute autre réclamation ou demande dirigée contre le prestataire.

**10.0 PROPRIETE DU MATERIEL :**

Le PNUD conservera la propriété du matériel et des fournitures qu’il pourra fournir et ledit matériel devra lui être restitué à l’issue du présent contrat ou lorsque le prestataire n’en aura plus besoin. Lors de sa restitution au PNUD, ledit matériel devra être dans le même état que lors de sa remise au prestataire, sous réserve de l’usure normale. Le prestataire sera tenu d’indemniser le PNUD au titre du matériel qui sera considéré comme étant endommagé ou dégradé au-delà de l’usure normale.

**11.0 DROITS D’AUTEUR, BREVETS ET AUTRES DROITS PATRIMONIAUX :**

**11.1** Sous réserve des dispositions contraires expresses et écrites du contrat, le PNUD pourra revendiquer l’ensemble des droits de propriété intellectuelle et autres droits patrimoniaux et, notamment, les brevets, droits d’auteur et marques se rapportant aux produits, processus, inventions, idées, savoir-faire ou documents et autres matériels que le prestataire aura développés pour le PNUD dans le cadre du contrat et qui seront directement liés à l’exécution du contrat, ou produits, préparés ou obtenus du fait ou au cours de son exécution, et le prestataire reconnaît et convient que lesdits produits, documents et autres matériels constitueront des œuvres réalisées contre rémunération pour le PNUD.

**11.2** Lorsque lesdits droits de propriété intellectuelle ou autres droits patrimoniaux contiendront des droits de propriété intellectuelle ou autres droits patrimoniaux du prestataire : (i) existant antérieurement à l’exécution par le prestataire de ses obligations aux termes du contrat, ou (ii) que le prestataire pourra ou aura pu développer ou acquérir indépendamment de l’exécution de ses obligations aux termes du contrat, le PNUD ne se prévaudra d’aucun droit de propriété sur ceux-ci et le prestataire accorde par les présentes au PNUD une licence perpétuelle d’utilisation desdits droits de propriété intellectuelle ou autres droits patrimoniaux uniquement aux fins du contrat et conformément à ses conditions.

**11.3** Si le PNUD en fait la demande, le prestataire devra pendre toute mesure nécessaire, signer tout document requis et, d’une manière générale, prêter son assistance aux fins de l’obtention desdits droits patrimoniaux et de leur transfert ou de leur fourniture sous licence au PNUD, conformément aux dispositions du droit applicable et du contrat.

**11.4** Sous réserve des dispositions qui précèdent, l’ensemble des cartes, dessins, photos, mosaïques, plans, rapports, estimations, recommandations, documents et toutes les autres données compilées ou reçues par le prestataire en application du présent contrat seront la propriété du PNUD, devront être mis à sa disposition aux fins d’utilisation ou d’inspection à des heures raisonnables et en des lieux raisonnables, devront être considérés comme étant confidentiels et ne devront être remis qu’aux fonctionnaires autorisés du PNUD à l’issue des prestations réalisées en application du contrat.

**12.0 UTILISATION DU NOM, DE L’EMBLEME OU DU SCEAU OFFICIEL DU PNUD OU DE L’ORGANISATION DES NATIONS UNIES :**

Le prestataire devra s’abstenir de faire connaître ou de rendre publique de toute autre manière le fait qu’il fournit des prestations au PNUD et devra également s’abstenir de toute utilisation du nom, de l’emblème ou du sceau officiel du PNUD ou de l’Organisation des Nations Unies ou de toute abréviation du nom du PNUD ou de l’Organisation des Nations Unies dans le cadre de son activité ou par ailleurs.

**13.0 CONFIDENTIALITE DES DOCUMENTS ET INFORMATIONS :**

Les informations et données considérées par l’une ou l’autre des parties comme étant exclusives qui seront communiquées ou divulguées par l’une des parties (le « Divulgateur ») à l’autre partie (le « Destinataire ») au cours de l’exécution du contrat et qui seront qualifiées d’informations confidentielles (les « Informations ») devront être protégées par ladite partie et traitées de la manière suivante :

**13.1** Le destinataire (le « Destinataire ») desdites informations devra :

**13.1.1** faire preuve de la même prudence et de la même discrétion pour éviter toute divulgation, publication ou dissémination des Informations du Divulgateur que celles auxquelles il s’astreint pour ses propres informations similaires qu’il ne souhaite pas divulguer, publier ou disséminer ; et

**13.1.2** utiliser les Informations du Divulgateur uniquement aux fins pour lesquelles elles auront été divulguées.

**13.2** A condition que le Destinataire signe avec les personnes ou entités suivantes un accord écrit les obligeant à préserver la confidentialité des Informations conformément au contrat et au présent article 13, le Destinataire pourra divulguer les Informations :

**13.2.1** à toute autre partie, avec le consentement préalable et écrit du Divulgateur ; et

**13.2.2** aux employés, responsables, représentants et agents du Destinataire qui auront besoin de prendre connaissance desdites Informations pour les besoins de l’exécution d’obligations prévues par le contrat, et aux employés, responsables, représentants et agents de toute personne morale qu’il contrôlera, qui le contrôlera ou qui sera avec lui sous le contrôle commun d’un tiers, qui devront également en prendre connaissance pour exécuter des obligations prévues aux termes du contrat, sachant toutefois qu’aux fins des présentes, une personne morale contrôlée désigne :

**13.2.2.1** une société dans laquelle la partie concernée détient ou contrôle de toute autre manière, directement ou indirectement, plus de cinquante pour cent (50 %) des actions assorties du droit de vote ; ou

**13.2.2.2** une entité dont la direction effective est contrôlée par la partie concernée ; ou

**13.2.2.3** s’agissant du PNUD, un fonds affilié tel que l’UNCDF, l’UNIFEM ou l’UNV.

**13.3** Le prestataire pourra divulguer les Informations dans la mesure requise par la loi, sachant toutefois que, sous réserve des privilèges et immunités de l’Organisation des Nations Unies et sans renonciation à ceux-ci, le prestataire devra notifier au PNUD suffisamment à l’avance une demande de divulgation des Informations afin de lui donner la possibilité de prendre des mesures de protection ou toute autre mesure opportune avant qu’une telle divulgation ne soit effectuée.

**13.4** Le PNUD pourra divulguer les Informations dans la mesure requise par la Charte des Nations Unies, les résolutions ou règlements de l’Assemblée générale ou les règles édictées par le Secrétaire général.

**13.5** Le Destinataire n’aura pas l’interdiction de divulguer les Informations qu’il aura obtenues d’un tiers sans restriction, qui seront divulguées par le Divulgateur à un tiers sans obligation de confidentialité, qui seront antérieurement connues du Destinataire ou qui seront développées à tout moment par le Destinataire de manière totalement indépendante de toute divulgation effectuée dans le cadre des présentes.

**13.6** Les présentes obligations et restrictions en matière de confidentialité produiront leurs effets au cours de la durée du contrat, y compris pendant toute prorogation de celui-ci, et, sauf disposition contraire figurant au contrat, demeureront en vigueur postérieurement à sa résiliation.

**14.0 FORCE MAJEURE ; AUTRES CHANGEMENTS DE SITUATION**

**14.1** En cas de survenance d’un quelconque évènement constituant un cas de force majeure et aussi rapidement que possible après sa survenance, le prestataire devra en notifier par écrit le PNUD avec l’ensemble des détails s’y rapportant si le prestataire se trouve de ce fait dans l’incapacité totale ou partielle d’exécuter ses obligations et de s’acquitter de ses responsabilités aux termes du contrat. Le prestataire devra également notifier au PNUD tout autre changement de situation ou la survenance de tout évènement compromettant ou risquant de compromettre l’exécution de ses obligations aux termes du contrat. Dès réception de la notification requise par le présent article, le PNUD prendra les mesures qu’il considérera, à sa seule et entière discrétion, comme étant opportunes ou nécessaires au regard des circonstances, y compris l’octroi au prestataire d’un délai supplémentaire raisonnable pour exécuter ses obligations aux termes du contrat.

**14.2** Si, en raison d’un cas de force majeure, le prestataire est définitivement incapable de s’acquitter, en tout ou en partie, de ses obligations et de ses responsabilités aux termes du contrat, le PNUD aura le droit de suspendre ou de résilier le présent contrat selon les mêmes conditions que celles qui figurent dans l’article 15 « Résiliation », sachant toutefois que le délai de préavis sera de sept (7) jours au lieu de trente (30) jours.

**14.3** Le terme de force majeure, tel qu’il est utilisé dans le présent article désigne des catastrophes naturelles, une guerre (déclarée ou non), une invasion, une révolution, une insurrection ou d’autres actes d’une nature ou d’une force similaire.

**14.4** Le prestataire reconnaît et convient qu’en ce qui concerne les obligations prévues au contrat que le prestataire doit exécuter dans ou pour les régions dans lesquelles le PNUD est engagé ou se prépare à s’engager dans des opérations de maintien de la paix, humanitaires ou similaires ou dans lesquelles le PNUD se désengage de telles opérations, toute exécution tardive ou inexécution desdites obligations liée à des conditions difficiles dans lesdites régions ou à des troubles civils y survenant ne constituera pas, en soi, un cas de force majeure au sens du contrat.

**15.0 RESILIATION**

**15.1** Chaque partie pourra résilier le présent contrat pour un motif déterminé, en tout ou en partie, en adressant à l’autre partie un préavis écrit de trente (30) jours. L’engagement d’une procédure d’arbitrage conformément à l’article 16.2 (« Arbitrage ») ci-dessous ne pourra pas être considéré comme constituant une résiliation du présent contrat.

**15.2** Le PNUD se réserve le droit de résiliation le présent contrat sans motif à tout moment, en adressant au prestataire un préavis écrit de 15 jours. Dans ce cas, le PNUD devra rembourser au prestataire l’ensemble des frais raisonnables que celui-ci aura engagés avant de recevoir ledit préavis.

**15.3** En cas de résiliation par le PNUD en application du présent article, aucun paiement ne sera dû par le PNUD au prestataire, à l’exception des prestations et services fournis de manière satisfaisante et conformément aux conditions expresses du présent contrat.

**15.4** Si le prestataire est mis en redressement judiciaire ou en liquidation, s’il tombe en cessation de paiements, s’il procède à une cession au profit de ses créanciers ou si un administrateur judiciaire est nommé en raison de sa cessation de paiements, le PNUD pourra, sans préjudice de tout autre droit ou recours dont il pourra disposer aux termes des présentes conditions, résilier le présent contrat sur-le-champ. Le prestataire devra immédiatement informer le PNUD de la survenance de l’un quelconque des évènements susmentionnés.

**16.0 REGLEMENT DES DIFFERENDS**

**16.1** **Règlement amiable.** Les parties devront faire tout leur possible pour régler à l’amiable les différends, litiges ou réclamations liés au présent contrat ou à sa violation, à sa résiliation ou à sa nullité. Lorsque les parties tenteront de parvenir à un tel règlement amiable par la conciliation, celle-ci devra se dérouler conformément au Règlement de conciliation de la CNUDCI qui sera alors en vigueur, ou selon toute autre procédure dont les parties pourront convenir entre elles.

**16.2** **Arbitrage.** Les différends, litiges ou réclamations entre les parties liés au présent contrat ou à sa violation, à sa résiliation ou à sa nullité qui n’auront pas fait l’objet d’un règlement amiable en application de l’article 16.1 ci-dessus, sous soixante (60) jours à compter de la réception par l’une des parties de la demande aux fins de règlement amiable de l’autre partie, devront être soumis par l’une ou l’autre des parties à un arbitrage, conformément au Règlement d’arbitrage de la CNUDCI alors en vigueur. Les décisions du tribunal arbitral devront être fondées sur des principes généraux de droit commercial international. En ce qui concerne l’ensemble des questions relatives à la preuve, le tribunal arbitral devra suivre les règles additionnelles régissant la présentation et la réception des preuves dans les arbitrages commerciaux internationaux de l’Association internationale du barreau, édition du 28 mai 1983. Le tribunal arbitral sera habilité à ordonner la restitution ou la destruction de marchandises ou de tout bien, corporel ou incorporel, ou de toute information confidentielle fournie en application du contrat, à ordonner la résiliation du contrat, ou à ordonner que toute mesure de protection soit prise relativement à des marchandises, services ou à tout autre bien, corporel ou incorporel, ou à toute information confidentielle fournie dans le cadre du contrat, s’il y a lieu, conformément au pouvoir du tribunal arbitral aux termes de l’article 26 (« Mesures provisoires ou conservatoire ») et de l’article 32 (« Forme et effet de la sentence ») du Règlement d’arbitrage de la CNUDCI. Le tribunal arbitral n’aura pas le pouvoir d’allouer des dommages et intérêts punitifs. En outre, sauf disposition contraire expresse du contrat, le tribunal arbitral n’aura pas le pouvoir d’allouer des intérêts supérieurs au taux interbancaire offert à Londres (« LIBOR ») alors en vigueur, et il ne pourra s’agir que d’intérêts simples. Les parties seront liées par toute sentence arbitrale rendue dans le cadre d’un tel arbitrage à titre de règlement final desdits différends, litiges ou réclamations.

**17.0 PRIVILEGES ET IMMUNITES**

Aucune disposition du présent contrat ou y relative, qu’elle soit expresse ou implicite, ne pourra être considérée comme emportant renonciation aux privilèges et immunités de l’Organisation des Nations Unies, ainsi que de ses organes subsidiaires.

**18.0 EXONERATION FISCALE**

**18.1** La section 7 de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies prévoit notamment que l’Organisation des Nations Unies, ainsi que ses organes subsidiaires, sont exonérés de tout impôt direct, sous réserve de la rémunération de services d’utilité publique, ainsi que des droits de douane et redevances de nature similaire à l’égard d’objets importés ou exportés pour leur usage officiel. Si une quelconque autorité gouvernementale refuse de reconnaître l’exonération de l’Organisation des Nations Unies au titre desdits impôts, droits ou redevances, le prestataire devra immédiatement consulter le PNUD afin de décider d’une procédure mutuellement acceptable.

**18.2** Par conséquent, le prestataire autorise le PNUD à déduire de la facture du prestataire toute somme correspondant auxdits impôts, droits ou redevances, à moins que le prestataire n’ait consulté le PNUD avant leur paiement et que le PNUD n’ait, dans chaque cas, expressément autorisé le prestataire à payer lesdits impôts, droits ou redevances sous toute réserve. Dans ce cas, le prestataire devra fournir au PNUD la preuve écrite de ce que le paiement desdits impôts, droits ou redevances aura été effectué et dûment autorisé.

**19.0 TRAVAIL DES ENFANTS**

Le prestataire déclare et garantit que lui-même et ses fournisseurs ne se livrent à aucune pratique contraire aux droits énoncés dans la Convention relative aux droits de l’enfant, y compris dans son article 32 qui prévoit notamment qu’un enfant ne peut être astreint à aucun travail comportant des risques ou susceptibles de compromettre son éducation ou de nuire à sa santé ou à son développement physique, mental, spirituel, moral ou social.

Toute violation de la déclaration et de la garantie qui précèdent autorisera le PNUD à résilier le présent bon de commande immédiatement par notification adressée au fournisseur, sans être redevable des frais de résiliation ou engager sa responsabilité à quelque autre titre que ce soit.

**20.0 MINES**

Le fournisseur déclare et garantit que lui-même et ses fournisseurs ne participent pas activement et directement à des activités ayant trait aux brevets, au développement, à l’assemblage, à la production, au commerce ou à la fabrication de mines ou à de telles activités au titre de composants principalement utilisés dans la fabrication de mines. Le terme « mines » désigne les engins définis à l’article 2, paragraphes 1, 4 et 5 du Protocole II annexé à la Convention de 1980 sur l’interdiction ou la limitation de l’emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discriminations.

Toute violation de la déclaration et de la garantie qui précèdent autorisera le PNUD à résilier le présent contrat immédiatement par notification adressée au prestataire, sans être redevable des frais de résiliation ou engager sa responsabilité à quelque autre titre que ce soit.

**21.0 RESPECT DES LOIS**

Le prestataire devra se conformer à l’ensemble des lois, règlements et règles se rapportant à l’exécution de ses obligations aux termes du présent contrat.

**22.0 EXPLOITATION SEXUELLE**

**22.1** Le prestataire devra prendre l’ensemble des mesures appropriées pour empêcher la commission à l’encontre de quiconque d’actes d’exploitation ou d’abus sexuel par le prestataire lui-même, par l’un quelconque de ses employés ou par toute autre personne pouvant être engagée par le prestataire pour fournir tout service en application du contrat. A cet égard, toute activité sexuelle avec une personne de moins de dix-huit ans, indépendamment de toute loi relative au consentement, constituera un acte d’exploitation et d’abus sexuels à l’encontre d’une telle personne. En outre, le prestataire devra s’abstenir d’échanger de l’argent, des biens, des services, des offres d’emploi ou d’autres choses de valeur contre des faveurs ou des activités sexuelles ou de se livrer à des activités sexuelles constitutives d’actes d’exploitation ou dégradantes, et devra prendre l’ensemble des mesures appropriées pour interdire à ses employés ou aux autres personnes qu’il aura engagées d’agir de la sorte. Le prestataire reconnaît et convient que les présentes dispositions constituent une condition essentielle du contrat et que toute violation de la présente déclaration et de la présente garantie autorisera le PNUD à résilier le contrat immédiatement par notification adressée au prestataire, sans être redevable des frais de résiliation ou engager sa responsabilité à quelque autre titre que ce soit.

**22.2** Le PNUD ne fera pas application de la règle précédente relative à l’âge lorsque l’employé du prestataire ou toute autre personne pouvant être engagée par celui-ci pour fournir des services en application du contrat sera marié à la personne de moins de dix-huit ans avec laquelle ledit employé ou ladite autre personne aura eu une activité sexuelle et lorsqu’un tel mariage sera reconnu comme étant valable par les lois du pays de citoyenneté dudit employé ou de ladite autre personne.

**20. POUVOIR DE MODIFICATION**

Conformément au règlement financier et aux règles de gestion financière du PNUD, seul le fonctionnaire autorisé du PNUD a le pouvoir d’accepter pour le compte du PNUD toute modification apportée au présent contrat, une renonciation à l’une quelconque de ses dispositions ou toute relation contractuelle supplémentaire avec le prestataire. Par conséquent, aucune modification du présent contrat ne sera valable et opposable au PNUD à moins de faire l’objet d’un avenant au présent contrat signé par le prestataire et le fonctionnaire autorisé du PNUD conjointement.

1. *Des TOR peuvent être joints si les informations énumérées dans la présente annexe ne suffisent pas à décrire de manière exhaustive la nature des prestations et les autres détails relatifs aux exigences.* [↑](#footnote-ref-1)
2. *L’exonération de TVA varie d’un pays à l’autre. Veuillez cocher ce qui est applicable au CO/BU du PNUD demandant les services.* [↑](#footnote-ref-2)
3. *Le PNUD préfère ne pas verser d’avance lors de la signature du contrat. Si le prestataire de services exige une avance, celle-ci sera limitée à 20 % du prix total offert. En cas de versement d’un pourcentage plus élevé ou d’une avance de plus de $30,000, le PNUD obligera le prestataire de services à fournir une garantie bancaire ou un chèque de banque à l’ordre du PNUD du même montant que l’avance versée par le PNUD au prestataire de services.* [↑](#footnote-ref-3)
4. *Si les informations sont disponibles sur le Web, il est possible de ne fournir qu’un simple URL permettant d’y accéder.* [↑](#footnote-ref-4)
5. *Il est signalé aux prestataires de services que la non-acceptation des conditions générales (CG) peut constituer un motif d’élimination du présent processus d’achat.* [↑](#footnote-ref-5)
6. *La personne à contacter et l’adresse sont indiquées à titre officiel par le PNUD. Si des demandes de renseignements sont adressées à d’autres personnes ou adresses, même s’il s’agit de fonctionnaires du PNUD, le PNUD ne sera pas tenu d’y répondre et ne pourra pas confirmer leur réception.* [↑](#footnote-ref-6)
7. *Ceci sert de guide au prestataire de services dans le cadre de la préparation de sa soumission.*  [↑](#footnote-ref-7)
8. *Le papier à en-tête officiel doit indiquer les coordonnées – adresses, courrier électronique, numéros de téléphone et de fax – aux fins de vérification.* [↑](#footnote-ref-8)